

Un avenir en confiance

aux couleurs de la France

Gérard Poadja
(Suppléant)

Philippe Gomès



Madame, Monsieur, Chers amis,

Nous tenons à remercier sincèrement les 14 500 électeurs de la deuxième circonscription qui nous ont accordé de manière massive leur confiance, dimanche dernier.

Nous sommes désormais opposés, dans le cadre du second tour de ces élections, au candidat du FLNKS, favorable à l'indépendance du pays.

C'est pour nous un honneur et une responsabilité de porter maintenant, pour tous nos compatriotes de sensibilité non indépendantiste, la voix d'une Nouvelle-Calédonie décidée à inscrire son avenir au sein de la République française.

C'est ce projet que nous défendrons auprès de l'Etat.

Le projet d'un destin commun à construire ensemble, dans le respect de l'identité de chacun, y compris avec ceux qui sont pour l'instant injustement exclus du corps électoral spécial.

Le projet d'une société de paix, où notre diversité ethnique et culturelle constitue une force parce qu'elle est empreinte de tolérance et que le racisme n'y a pas sa place.

Le projet d'une société de dialogue, sans reniement des convictions de chacun.

Le projet d'une société plus juste, où les richesses du pays seraient équitablement réparties entre tous, quelle que soit notre origine ethnique ou notre province de résidence.

Le projet d'une sortie réussie de l'Accord de Nouméa, dans le cadre d'une solution consensuelle, à négocier d'égal à égal, en toute transparence, par des représentants légitimes, d'ici 2018. **Une négociation qui doit être engagée dans une perspective claire : l'émancipation OUI, l'indépendance NON.** Nous sommes opposés à tout projet d'indépendance, y compris d'indépendance association, car « l'association » est précaire et révoquant tandis que l'indépendance est irréversible.

C'est ce projet que nous porterons, si nous sommes élus, demain, à l'Assemblée Nationale. C'est cette voix que nous ferons entendre : celle d'une Nouvelle-Calédonie épanouie, maître de son destin, fière de sa singularité au sein de la République. **Celle d'un avenir aux couleurs de la France à construire en confiance.**

Nobilisons nous ! Parce que l'avenir de notre pays ne se décide pas sans nous, ou contre nous.

UNE PROVINCE POUR TOUS
avec Gérard POADJA en province Nord

Calédonie Ensemble
POUR UNE CALEDONIE NOUVELLE



Gérard POADJA
Gérard Poadja

Philippe GOMÈS
Philippe Gomès

Mes dix priorités pour le pays, à l'Assemblée nationale

JE M'ENGAGE :



01 Pour la recherche d'un drapeau commun

Il faut ouvrir, lors du prochain comité des signataires, les discussions sur le drapeau commun, qui doit représenter tous les Calédoniens en exprimant « *l'identité kanak et le futur partagé entre tous* ».



02 Pour le renforcement des moyens de l'Etat contre l'insécurité

Compte tenu de l'augmentation de la délinquance, les moyens matériels et humains des services de police, de gendarmerie et de justice doivent être renforcés.



03 Pour l'usine du Nord et pour le rééquilibrage

L'usine de Vavouto et l'aménagement de la zone VKP, soutenues par l'Etat, doivent générer un maximum de retombées, pour les populations et les entreprises de l'ensemble de la province Nord.



04 Pour la création d'un dispositif permanent de lutte contre la vie chère

Une loi doit autoriser la création d'une autorité locale de la concurrence, indépendante, dotée d'un pouvoir d'enquête et de sanction contre les abus économiques et les ententes illicites.



05 Pour un enseignement secondaire de qualité

La Nouvelle-Calédonie doit être mieux associée à la gestion du personnel. Les moyens et créations de postes nécessaires au fonctionnement du service public de l'enseignement doivent être garantis à chaque rentrée scolaire. La MADGG doit être pérennisée.



06 Pour le contrôle du capital de la SLN

Le pays doit devenir actionnaire majoritaire de la SLN. Et la nouvelle centrale électrique de Doniambo ne doit être aidée par l'Etat que si elle est au gaz, le charbon étant trop polluant.



07 Pour le maintien du pouvoir d'achat des Calédoniens

Aucune dévaluation du franc CFP, désindexation du salaire des fonctionnaires ou nouvelle remise en cause de l'indemnité temporaire de retraite (ITR) ne doit voir le jour.



08 Pour un encadrement des frais bancaires

L'ensemble des règles encadrant les frais bancaires en métropole doivent s'appliquer en Nouvelle-Calédonie et des frais maximum doivent être prescrits.



09 Pour la défense de la liberté d'expression et d'information

Un nouvel appel à candidature doit permettre l'arrivée de nouvelles radios privées. Il faut s'opposer au projet de télévision de propagande politique porté par le RUMP et l'UC, qui coûterait 1 milliard par an aux contribuables calédoniens.



10 Pour l'élargissement de la continuité territoriale

Les nouvelles règles de la continuité territoriale doivent être revues, en faveur des classes moyennes et des étudiants. L'Etat doit également aider la continuité territoriale intérieure.